

## 2.15. Outils de collecte et d'analyse des données

### a) Promoteurs

Etats-Unis d'Amérique, Fondation Bill et Melinda Gates, ETATS-MEMBRES DE DIFFERENTES REGIONS

### b) Produits associés à l'axe thématique proposé

L'axe de travail du CSA est censé contribuer aussi bien à l'objectif stratégique 1.1 (discussions inclusives) qu'à l'objectif stratégique 2.1 (orientations politiques mondiales).

Son principal résultat escompté consiste à augmenter l'appropriation et l'engagement des parties prenantes en faveur de l'amélioration de la capacité des pays en développement et de leurs donateurs/soutiens à atteindre les objectifs convenus en matière de collecte, d'analyse et d'utilisation des données, dans le but d'améliorer la prise de décisions cruciales relatives aux politiques et aux investissements agricoles.

c) Motifs ayant motivé l'inclusion de l'axe de travail proposé, à partir des critères de priorité et en s'appuyant sur les principaux avantages comparatifs du CSA, comme décrit à l'Annexe B du Rapport de mise en œuvre de l'Evaluation du CSA

Il ne peut y avoir de voie efficace pour atteindre l'ODD2 -éliminer la faim, atteindre la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable- en l'absence de décisions fondées sur des éléments factuels éclairés par des données précises, collectées en temps opportun, relatives à l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition. Le secteur agricole des pays à faible revenu et à des pays à revenu intermédiaire attire actuellement 239 milliards d'USD d'investissements actuels —et fait l'objet de décisions politiques essentielles, en l'absence de données de qualité et récentes. Les lacunes dans le domaine des données agricoles sont considérables, affectant 800 millions de personnes, soit 78 % des personnes les plus pauvres au monde. L'ODD2 et le Programme de développement durable à l'horizon 2030 lancent des cris de ralliement continus pour examiner et résoudre le problème qui touche les données dans le domaine de l'agriculture.

Des interventions plus efficaces, l'amélioration des politiques nationales, l'efficacité des décisions commerciales et l'augmentation des ressources consacrées au secteur dépendent tous de l'existence et de l'utilisation de données améliorées pour éclairer les décisions relatives aux politiques et aux investissements et pour mesurer les avancées réalisées vers des objectifs communs. Les ministères de l'Agriculture et les autres ministères concernés ont notamment besoin de données précises et disponibles en temps utile pour faire des choix judicieux au regard des programmes et des politiques. Le secteur privé doit utiliser les données pour éclairer les stratégies d'investissement et atténuer les risques. Les partenaires du développement doivent disposer de données solides et les appliquer, afin d'optimiser leurs investissements et comprendre les impacts de leurs interventions.

Ces dernières années, plusieurs efforts ont consisté à commencer à combler les lacunes en matière de données pour l'agriculture et la sécurité alimentaire. La Stratégie mondiale pour l'amélioration des statistiques agricoles et rurales de la FAO, l'Etude sur la mesure des niveaux de vie - Enquêtes intégrées sur l'agriculture de la Banque mondiale, le programme AGRISurvey de la FAO et la nouvelle Initiative 50x2030

pour combler les lacunes dans le domaine des données agricoles sont quatre programmes qui réduisent considérablement les lacunes relatives aux données agricoles et à la sécurité alimentaire.

Ces efforts fournissent aux pays des premiers outils dont ils ont besoin pour produire des données relatives à la production agricole nationale, la productivité, la durabilité ainsi que la sécurité alimentaire et la nutrition. Dans un même temps, ils permettent aussi à la communauté du développement de suivre les progrès réalisés par rapport aux principaux objectifs en matière de sécurité alimentaire et d'agriculture définis dans le cadre des initiatives internationales et régionales, tels que les Objectifs de développement durable et le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine.

La production de données précises et disponibles en temps utile pour combler les lacunes dans les données constitue la première étape vers la prise de décisions fondées sur des éléments factuels nécessaire pour l'ODD2. Néanmoins, au-delà de ce premier pas, nous devons aller encore plus loin dans le cycle de données afin d'arriver à son résultat final –améliorer la prise de décisions dans un ensemble divers d'acteurs publics, sociaux et du secteur privé, disposant d'intérêts différents.

Une fois les données produites, elles doivent être mises à disposition de toute une gamme d'utilisateurs, elles doivent être analysées pour créer des informations ou des éléments factuels, et ces informations et ces éléments factuels doivent être utilisés pour prendre des décisions qui auront un impact maximum. Bien que plusieurs études se soient penchées sur les lacunes tout au long du cycle de données, un consensus encore limité persiste quant aux domaines les plus prioritaires en matière d'investissement, de même qu'une coordination insuffisante même lorsque nous nous mettons d'accord. Un effort de recherche mené par le HLPE, dirigé par le CSA, suivi d'un processus de convergence des politiques dirigé par le CSA, pourrait permettre d'identifier, de manière plus définitive, les lacunes les plus importantes, les meilleurs investissements en données possibles, ainsi que les changements politiques nécessaires pour concrétiser les opportunités en matière de données étayant la prise de décisions. Ceci est essentiel à la mission du CSA, car la sécurité alimentaire sera impossible à atteindre faute d'une prise de décisions et de politiques fondées sur des données agricoles solides.

Le CSA est bien placé pour mener cet effort et appuyer le rapport nécessaire du HLPE, compte tenu de sa position comme organe de coordination central, ainsi que l'alignement de ces difficultés en matière de données sur la mission propre du CSA. Le CSA ne peut pas réaliser d'avancées « sur les activités qui identifient et traitent les causes profondes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition » s'il manque, et si les autres acteurs manquent, des informations les plus essentielles, courantes et fiables quant à la situation des petits producteurs d'aliments dans le monde.

d) Définir les résultats attendus et décrire comment ils contribueront à atteindre les Objectifs stratégiques du Programme de travail pluriannuel du CSA et les cibles pertinentes pour la SAN du Programme de développement durable à l'horizon 2030

Le principal résultat attendu consiste à augmenter l'appropriation et l'engagement des parties prenantes en faveur de l'amélioration de la capacité des pays en développement et de leurs donateurs/soutiens à atteindre les objectifs convenus en matière de collecte, analyse et utilisation des données, dans le but d'améliorer la prise de décisions cruciales relatives aux politiques et aux investissements agricoles.

Ceci sera obtenu principalement par le biais d'un processus de convergence des politiques basé sur un rapport préalable du HLPE fournissant des informations sur :

1. Une cartographie claire des efforts et des politiques des donateurs, des organisations multilatérales et des pays dans le domaine des activités liées aux données et au support statistique, y compris lorsque ces efforts sont coordonnés, complémentaires ou concurrents.
2. Identification des entraves majeures empêchant la production, l'analyse et l'utilisation de données dans la prise de décisions en lien avec l'agriculture et la sécurité alimentaire dans les secteurs public, privé, de la société civile et universitaire ;
3. Identification des lacunes spécifiques revêtant une haute priorité dans la production et l'analyse des données non couvertes par la Stratégie mondiale pour l'amélioration des statistiques agricoles et rurales de la FAO, l'initiative 50x2030, etc. (comme le manque d'informations précises concernant les capacités des pays en développement et les modalités pour les améliorer)
4. Une meilleure compréhension et connaissance plus précise des bénéfices de l'utilisation des données et des coûts d'opportunité de la non-utilisation des données pour les décisions ;
5. Une meilleure compréhension des politiques, des tactiques et des programmes qui ont encouragé les décisions fondées sur des éléments factuels dans l'agriculture et la sécurité alimentaire dans les secteurs public, privé et universitaire ainsi que des approches n'ayant pas fonctionné ;
6. Informations sur les modalités permettant de garantir que les efforts liés aux données donnent la parole aux personnes les plus affectées par les politiques et les recommandations émanant des données agricoles, y compris aux décideurs dans les pays et aux agriculteurs

Des données de qualité éclairent les décisions qui augmenteront l'efficacité des interventions en matière de sécurité alimentaire et stimuleront la croissance agricole durable nécessaire pour atteindre l'ODD2. Les gouvernements des pays disposeront de politiques et de programmes d'une meilleure qualité, plus stratégiques, qui cibleront les populations le plus dans le besoin, renforceront la croissance agricole durable et attireront l'investissement du secteur privé. Dans un même temps, le fait de disposer et d'utiliser des données plus actualisées et fiables améliorera les décisions commerciales et en matière d'investissement des organisations du secteur privé et des entreprises – y compris au niveau local, national et multinational –, en améliorant potentiellement la croissance agricole, la durabilité, en créant des opportunités d'emploi et en rendant l'alimentation plus largement disponible et abordable. Les organisations de développement multilatérales et bilatérales pourront optimiser leurs interventions grâce à un meilleur ciblage des populations étant le plus dans le besoin et disposant du plus grand potentiel à assimiler les programmes et grâce à une meilleure compréhension des impacts des interventions.

e) Indiquer quelles activités potentielles pourraient être envisagées après l'adoption du produit politique du CSA afin de promouvoir son utilisation et son application

Les conclusions de cette analyse peuvent être présentées dans un rapport du HLPE. Le rapport devrait exposer non seulement des observations, mais aussi des recommandations concrètes visant à augmenter la prise de décisions fondées sur des éléments factuels et à traiter les lacunes demeurant en matière de production et d'analyse des données qui contribueront à atteindre l'ODD2.

Ce rapport du HLPE vise à fournir une compréhension fondamentale des entraves, des lacunes en termes de capacités, des pratiques fructueuses et de l'intérêt de la production, l'analyse et l'utilisation de données afin de prendre des décisions fondées sur des éléments factuels pour la sécurité alimentaire et l'agriculture. Les parties prenantes du CSA pourraient utiliser cette analyse comme base des discussions futures. La prise de décisions fondées sur des éléments factuels est une nécessité commune pour tous les sujets liés à la sécurité alimentaire et à la nutrition, et pourrait aider les parties prenantes à mieux concevoir les programmes futurs.

Le CSA pourrait discuter de ce rapport en Plénière. Sur la base du contenu du rapport, les parties prenantes du CSA chercheront aussi à améliorer la compréhension des besoins en données relatives à la sécurité alimentaire et à l'agriculture et comment l'utilisation de ces données peut mieux contribuer à augmenter les niveaux de sécurité alimentaire.

Les activités spécifiques pouvant être incluses après ce rapport sont, par exemple : (i) Co-investissement et alignement des politiques des bailleurs afin d'augmenter le soutien en faveur de la capacité nationale des pays en développement à produire et analyser les données les plus pertinentes pour leur pouvoir de décision propre dans l'atteinte de l'ODD 2, ou (ii) Changements du point de vue des politiques et de l'investissement dans la manière dont les bailleurs investissent dans les rapports et analyses de données suite aux conclusions du HLPE sur les types de produits, d'outils et/ou d'incitations qui encouragent le plus l'utilisation des données par différents publics dans les secteurs public, social, privé et universitaire, et parmi les bailleurs, les acteurs multilatéraux et les acteurs nationaux.

f) Budget estimatif, ressources humaines et calendrier

Calendrier : a) rapport du HLPE ; b) discussion des conclusions du rapport du HLPE en plénière du CSA.

Coûts : a) rapport du HLPE ; b) traduction.

g) Indications concernant si l'éventuelle préparation d'un rapport du HLPE et sa contribution potentielle à l'axe de travail thématique proposé

Oui, un rapport du HLPE est prévu. Voir ci-dessus.